

Discours de Maurice Thorez sur les dangers du plan Schuman (24 juin 1950)

Légende: Le 24 juin 1950, Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français (PCF), fustige le plan Schuman et ses implications économiques.

Source: Fondation Jean Monnet pour l'Europe, [s.l.]. Archives Jean Monnet. Fonds AMG. 27/2/9.

L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 24.06.1950. Paris: L'Humanité.

Copyright: (c) L'Humanité

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_maurice_thorez_sur_les_dangers_du_plan_schuman_24_juin_1950-fr-872d4348-d4e1-485f-a451-02c9797e5a04.html

Date de dernière mise à jour: 24/10/2012

Discours de Maurice Thorez (24 juin 1950)

Voici à présent le plan Schuman. Il vise à intégrer complètement l'Allemagne de l'Ouest dans le bloc des agresseurs du pacte Atlantique, à faire de l'Allemagne de l'Ouest la base principale des agresseurs américains en accélérant son relèvement économique, politique et bientôt militaire. Il vise à soumettre entièrement la France aux maîtres américains. Il vise aussi à exercer la pression maximum sur l'Angleterre pour obtenir son ralliement sans condition aux impérialistes américains, pour lui retirer jusqu'au rôle de courtier entre les Etats-Unis et l'Europe marshallisée. Mais en même temps, l'Allemagne apparaît bien comme le disait le regretté Jdanov, comme la pomme de discorde entre les dirigeants américains, anglais et français.

Pour notre pays, nous avons déjà dit ce que cela comporte: la mise au pas définitive; la suppression de toute trace d'indépendance nationale; la perspective d'une aggravation de la situation économique, de la liquidation de nombreuses entreprises, de l'abaissement du niveau de vie des masses. Cela provoque naturellement l'inquiétude de tous les bons Français, dans la classe ouvrière et les classes moyennes; et des voix se font entendre jusque dans les milieux industriels pour protester contre une menace aussi grave pour notre pays.

Il s'agit, en fait, d'un nouveau pas dans la voie d'une économie de guerre. Un récent rapport de M. Pellenc avouait que nos industries de base sont revenues à peu près au niveau de 1913, que la production du textile est tombée aux deux tiers de son niveau de 1913 et le bâtiment à la moitié de l'activité de 1913. L'économie de guerre aggrave la contradiction fondamentale du système capitaliste, c'est-à-dire la contradiction entre le développement de la capacité de production et les possibilités de consommation de plus en plus limitées.

Cela nous permet de réfuter en passant les thèses des démagogues qui parlent de "distribution selon la justice", alors que la distribution se fait selon la loi du profit, qu'elle est déterminée par le mode de production, qu'elle n'est qu'un aspect du mode de production. L'économie de guerre aggrave le gaspillage inouï des forces productives, des moyens de production.